



**Arrêté permanent n°2025AP\_0036  
Portant réglementation de la circulation**

**RD 767**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,**

- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-4-1 ;
- Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 413-2 ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription ;
- Vu** le règlement départemental de voirie approuvé le 16 septembre 2016 ;
- Vu** la délibération du conseil départemental en date du 1er juillet 2021 relative à l'élection du président du conseil départemental ;
- Vu** l'avis favorable du Préfet en date du 24/03/2025 ;
- Vu** l'avis favorable de la Commission départementale de la sécurité routière du Morbihan, en date du 12 décembre 2024 ;
- Considérant** qu'il importe de préserver sur le territoire départemental une infrastructure routière maillée, destinée à rompre l'isolement des territoires, à faciliter les liaisons sociales et économiques et à fluidifier les déplacements ;
- Considérant** que la RD 767 relève du réseau routier départemental prioritaire ;
- Considérant** que la section de la RD 767, visée par le présent arrêté, présente des caractéristiques géométriques ainsi que des équipements de sécurité adaptés pour y fixer la vitesse maximale autorisée à 90 km/h :
- section avec absence ou nombre limité d'accès ;
  - largeur de chaussée supérieure à 7 mètres, présence de bandes dérasées revêtues qui facilitent les manœuvres d'évitement ;
- Considérant** que la présence d'un dispositif de contrôle automatisé de la vitesse contribue à faire respecter la vitesse maximale autorisée ;
- Considérant** l'étude d'accidentalité réalisée en mai 2023 sur les sections concernées ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

La vitesse maximale autorisée des véhicules est relevée à 90 km/h sur la RD 767 du PR 21+0660 au PR 25+0620 située sur le territoire des communes de MOUSTOIR-AC, COLPO et BIGNAN.

**Article 2**

Les dispositions du présent arrêté prennent effet dès la mise en place de la signalisation par l'agence technique départementale de JOSSELIN.

**Article 3**

Les frais afférents à la pose, à la fourniture et à la maintenance des panneaux de signalisation sont à la charge du département.

**Article 4**

Le présent arrêté abroge et remplace toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5**

Le directeur des infrastructures et des mobilités, le maire des communes de MOUSTOIR-AC, COLPO et BIGNAN, le commandant du groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du département (Morbihan.fr).

Fait à Vannes, le 18/04/25  
Le Président du Conseil Départemental



**DIFFUSION :**

- *Monsieur le Préfet du Morbihan*
- *GENDARMERIE 56*
- *Direction des affaires juridiques et des assemblées*
- *Monsieur le Maire de Moustoir-Ac*
- *Monsieur le Maire de Colpo*
- *Madame la Maire de Bignan*

**INFORMATIONS IMPORTANTES**

**Délais et voies de recours** : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai de **DEUX MOIS** à partir de sa publication.

Dans ce même délai, l'auteur de la décision peut être saisi d'un recours gracieux. L'absence de réponse expresse au terme d'un délai de deux mois suivant cette saisine fait naître une décision implicite de rejet.

Le recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse au dit recours gracieux, qu'elle soit expresse ou implicite.